



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 14.12.2022
SWD(2022) 419 final

DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION

RÉSUMÉ DU RAPPORT D'ANALYSE D'IMPACT

accompagnant le document

**Communication de la Commission
Règlement de la Commission**

**Lignes directrices concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et
dans les zones rurales**

et

**Règlement de la Commission déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs
agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en
application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne**

{C(2022) 9120 final} - {C(2022) 9131 final} - {SEC(2022) 442 final} -
{SWD(2022) 418 final}

Résumé de l'analyse d'impact
Analyse d'impact concernant la révision des règles en matière d'aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales
A. Nécessité d'une action
Quel est le problème et pourquoi se situe-t-il au niveau de l'UE?
<p>Les problèmes recensés en lien avec la révision des règles en matière d'aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales [à savoir un règlement sectoriel d'exemption par catégorie (le «règlement d'exemption par catégorie pour l'agriculture» ou «RECA») et des lignes directrices] sont les suivants : i) les objectifs de la politique agricole commune (PAC) réformée et du pacte vert risquent de ne pas pouvoir être pleinement atteints au moyen des règles actuelles; ii) les règles ne sont pas adaptées aux mutations en cours; iii) tant les autorités des États membres que la Commission doivent supporter des coûts administratifs inutiles; et iv) les aides individuelles ne sont pas suffisamment transparentes et ne sont pas conformes aux règles horizontales en matière d'aides d'État. Les règles en matière d'aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales s'appliquent dans l'ensemble de l'UE.</p>
Quels sont les objectifs à atteindre?
<p>L'objectif général consiste à mettre en place des règles en matière d'aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales qui contribuent, du fait de la réduction des coûts administratifs, à la réalisation des objectifs de la PAC et du pacte vert sans fausser indûment la concurrence. À cet effet, la révision poursuivra trois objectifs spécifiques, à savoir i) garantir l'efficacité des règles en matière d'aides d'État en les alignant sur les dispositions horizontales, assurer la sécurité juridique et mettre en place des garde-fous appropriés en matière de concurrence, ii) garantir la cohérence avec les objectifs de la PAC et du pacte vert, et iii) permettre une simplification administrative.</p>
Quelle est la valeur ajoutée de l'action au niveau de l'UE (subsidiarité)?
<p>Le principe de subsidiarité ne s'applique pas, étant donné que la Commission dispose d'une compétence exclusive dans le domaine de la compatibilité des aides d'État.</p>
B. Les solutions
Quelles sont les différentes options pour atteindre les objectifs? Y a-t-il une option privilégiée? Si tel n'est pas le cas, pourquoi?
<p>Le rapport d'analyse d'impact définit deux options stratégiques:</p> <p>1) option 1: adaptation au futur cadre juridique de la PAC, alignement sur la législation vétérinaire, abaissement des seuils de publication, alignement sur les dispositions horizontales en matière d'aides d'État, simplification et extension «allégée» du RECA.</p> <p>Outre un alignement plus étroit sur le nouveau cadre juridique de la PAC, cette option permettrait d'introduire dans les lignes directrices une approche simplifiée concernant les mesures cofinancées dans le cadre de la PAC (clause dite de la présomption de compatibilité); le champ d'application du RECA serait également étendu à toutes les mesures d'aide en faveur du secteur forestier, qu'elles soient ou non cofinancées au titre de la PAC, et aux aides destinées à remédier aux dommages causés par des animaux protégés; les exigences procédurales du RECA seraient alignées sur celles du RGEC; le seuil de publication des aides individuelles serait abaissé et passerait de 500 000 EUR, seuil actuel, à 100 000 EUR (conformément à la récente législation horizontale sur les aides d'État) et de 60 000 EUR, seuil actuel, à 10 000 EUR dans le secteur de la production agricole primaire; les règles en matière d'aides d'État seraient</p>

alignées sur la législation vétérinaire en vigueur dans l'UE; selon l'option 1, les lignes directrices prévoiraient aussi désormais des options de coûts simplifiés; il serait en outre possible de déroger à la condition de présentation d'un scénario contrefactuel dans le cas des petites municipalités;

2) option 2: l'option 1 plus des modifications supplémentaires en faveur de la réalisation des objectifs du pacte vert et l'extension intégrale du RECA.

De plus, l'option 2 prévoit le remplacement, dans les lignes directrices, des montants d'aide maximaux pouvant être octroyés pour des engagements en faveur de l'environnement, du climat et du bien-être animal par des intensités d'aide maximales pour les coûts supplémentaires et les pertes de revenus, la possibilité d'approches fondées sur les résultats, telles que des systèmes de séquestration du carbone dans les sols agricoles, l'augmentation des coûts admissibles concernant les dommages causés aux agriculteurs par des animaux sauvages, l'introduction d'aides destinées à remédier aux dommages causés par des espèces exotiques envahissantes, l'octroi d'incitations plus importantes en faveur d'aides liées aux services écosystémiques forestiers, des aides en faveur de la restauration et du maintien d'habitats naturels pour les végétaux et les champignons dans le secteur forestier, ainsi que l'extension du champ d'application du RECA à l'ensemble des mesures susceptibles de faire l'objet d'une simplification (et pour lesquelles la Commission a acquis une solide expérience), soit près de 50 % des mesures devant actuellement être notifiées.

Pour chacune de ces deux options stratégiques, deux sous-options sont également examinées, à savoir:

sous-options 1a et 2a: abaissement des seuils de publication uniquement pour les activités ne relevant pas de la production agricole primaire et

sous-options 1b et 2b: diminution du niveau minimal de perte en cas de phénomènes climatiques défavorables, qui passerait à 20 %.

L'option privilégiée est l'option 2, car elle obtient les meilleurs résultats dans toutes les catégories (efficacité des règles en matière d'aides d'État, cohérence avec la nouvelle PAC et le pacte vert, simplification administrative pour les autorités des États membres et les services de la Commission et incidence sur les PME).

Quelles sont les positions des différentes parties prenantes? Qui soutient quelle option?

Les autorités des États membres, qui seront les plus concernées par les options stratégiques proposées, se sont déclarées préoccupées par la charge administrative supplémentaire que devrait engendrer la diminution envisagée des seuils de publication (quelle que soit l'option retenue mais dans une moindre mesure dans le cas des sous-options 1a et 2a). Elles se sont par ailleurs félicitées du projet d'extension du champ d'application du RECA (prévue par les options 1, 1a et 1b et, dans une plus large mesure, par les options 2, 2a et 2b) et de la clause de présomption de compatibilité, prévue par toutes les options. La plateforme «Prêts pour l'avenir» (qui représente également le réseau des PME) a plaidé en faveur d'un alignement plus étroit des règles en matière d'aides d'État sur les politiques écologiques (comme le prévoient toutes les options, quoique plus largement dans le cas des options 2 et 2a), tout en demandant que le niveau minimal de perte en cas de phénomènes climatiques défavorables soit aligné sur le règlement relatif à la PAC (ce qui serait le cas avec les sous-options 1b et 2b).

C. Incidence de l'option privilégiée

Quels sont les avantages de l'option privilégiée?

L'option privilégiée permettrait d'accroître la transparence en ce qui concerne le contrôle des aides d'État et d'aligner le RECA et les lignes directrices sur les dispositions horizontales en matière d'aides d'État, ce qui renforcerait l'efficacité des règles en matière d'aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales. L'option privilégiée contribuerait davantage à la réalisation des objectifs de la nouvelle PAC

et du pacte vert. Elle conduirait à une simplification administrative considérable, en particulier pour les autorités des États membres et les services de la Commission.

Quels sont les coûts de l'option privilégiée?

L'option privilégiée entraînerait des coûts administratifs plus élevés pour les autorités des États membres devant se conformer aux nouvelles exigences en matière de transparence. Ces coûts devraient toutefois être largement compensés par les avantages escomptés de l'extension du RECA, l'introduction de la clause de présomption de compatibilité dans les lignes directrices et d'autres mesures de simplification prévues par l'option privilégiée.

Quelles sont les incidences pour les PME?

L'option privilégiée aurait une incidence positive sur les PME. Des procédures plus rapides dans le domaine des aides d'État permettent un accès également plus rapide aux aides. Cela vaut en particulier pour les PME, dont l'accès au financement est souvent limité. Le bénéfice apporté par l'extension envisagée du champ d'application du RECA sera plus grand pour les PME que pour les grandes entreprises, car de nombreuses mesures prévues par le RECA sont limitées aux PME.

Proportionnalité?

Les options stratégiques proposées sont proportionnées, car elles ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la présente initiative.

D. Suivi

Comment les incidences seront-elles contrôlées et évaluées?

Le nouveau RECA doit expirer en 2029, ce qui signifie qu'une évaluation de ce règlement (ainsi que des lignes directrices) sera réalisée avant la fin de 2028. La transparence accrue découlant de l'option privilégiée devrait avoir une incidence positive sur le contrôle des aides d'État et conduire à une amélioration de la disponibilité des données au niveau des bénéficiaires individuels. Il devrait en outre être possible de collecter des données en vue d'une évaluation future à partir du suivi ex post fondé sur un échantillon de régimes d'aides existants et auquel procèdent les services de la Commission sur une base annuelle. En outre, la Commission a la possibilité d'exiger une évaluation ex post des régimes d'aides d'État particulièrement susceptibles de fausser la concurrence. Le tableau de bord des aides d'État, qui fournit des informations concernant la situation générale en matière d'aides d'État dans chaque État membre, constitue un autre outil important aux fins du suivi et de l'évaluation effectués par la Commission.